



STREETNET INTERNATIONAL

RAPPORT MONDIAL

2025



streetnet.org.za

Table des matières

1. Avant-propos par la Coordinatrice internationale, Oksana Abboud	1
2. Qui sommes-nous ?	3
3. Nos membres en 2025	4
4. La réalité des vendeurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs	6
5. Notre stratégie	9
6. Notre influence	10
7. Nos activités en 2025	13
a. Éducation	13
b. Renforcement des capacités	15
c. Actions de plaidoyer	16
d. Gouvernance	19
6. Nos capacités financières	20
7. Conclusion par la Présidente, Lorraine Ndhlovu	21

Avant-propos par la coordinatrice Internationale Oksana Abboud

Bienvenue à la quatrième édition du Rapport annuel mondial de StreetNet !

C'est avec une grande fierté que nous partageons la quatrième édition du Rapport mondial de StreetNet, qui met en lumière les progrès de 2025, l'engagement constant de notre leadership, ainsi que la vigueur et la ténacité de nos membres, tous unis dans notre quête d'une voix collective plus forte et d'une solidarité mondiale accrue.



C'est une période cruciale pour toute la famille StreetNet, une occasion de réfléchir et d'ajuster notre orientation, en tirant parti des leçons de cette expérience fascinante mais ardue que nous vivons.

Je souhaite exprimer ma plus profonde gratitude à tous les leaders de StreetNet International, à l'équipe opérationnelle, ainsi qu'à nos partenaires, bailleurs de fonds et alliés, pour le soutien indéfectible, l'engagement et les efforts déployés. Votre contribution est essentielle à la promotion des droits et des intérêts des vendeurs de rue et de ceux qui opèrent sur les marchés, non seulement dans vos pays respectifs, mais aussi aux échelons régionaux et mondial. Vos actions collectives sont indispensables pour défendre les droits et les moyens de subsistance des travailleurs, faire avancer le travail décent, encourager l'autonomisation économique, et promouvoir le leadership des femmes et des jeunes dans la quête de justice sociale, de genre et économique.

L'an dernier, malgré un flot continu de défis, des incertitudes économiques et sociales aux guerres durables et aux impacts dévastateurs des crises climatiques sur les populations et nos membres, nous avons néanmoins réalisé d'importants progrès dans notre travail et le développement global de notre mouvement.

Nous avons poursuivi le renforcement de nos organisations affiliées, développant leurs aptitudes, compétences et résilience pour qu'elles puissent prospérer et progresser, notamment aux échelons local et national.

Le plan de travail 2025 de StreetNet, aligné sur sa stratégie, a été mené à bien avec succès, avec une participation et une responsabilité considérable de la part de nos leaders élus internationaux, des points focaux régionaux et des affiliés, qui ont travaillé quotidiennement en coordination avec le personnel et le secrétariat.

Ce rapport présentera les avancées du plaidoyer en faveur de la protection sociale, de l'éducation fiscale, de la numérisation, de l'urbanisme et de la gouvernance démocratique. Il se penchera également sur la stratégie de viabilité, incluant sa viabilité financière, et définira les orientations pour le développement institutionnel.

Il soulignera l'importance cruciale de l'avancement de la participation et du développement du leadership des jeunes pour garantir une durabilité à long terme, ce qui implique une institutionnalisation plus poussée et une affectation de ressources.

Ce rapport détaillera la manière dont StreetNet parvient à maintenir ses opérations dans un contexte mondial parsemé d'obstacles, tels que les guerres et les conflits, qui pèsent lourdement sur les vendeurs de rue et leur capacité à gagner leur vie.

La montée en puissance des régimes autoritaires et des gouvernements de droite entrave davantage notre travail et les progrès de nos affiliés. Les atteintes à la liberté d'association et les restrictions imposées à l'espace civique démocratique rendent également très difficile le travail d'organisation et de plaidoyer en faveur des droits. Le harcèlement quotidien, la criminalisation et les expulsions des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés continuent de s'intensifier, compromettant ainsi les moyens de subsistance de ces derniers, dans un contexte d'instabilité économique et politique, d'inflation, d'exclusion des politiques publiques et d'exposition aux conditions météorologiques extrêmes dues aux effets du changement climatique.

De manière générale, nous sommes fiers de célébrer nos réalisations et prêts à continuer de promouvoir des modèles de mouvements syndicaux repensés, qui devraient être plus inclusifs, adaptables et flexibles afin de répondre aux risques et aux défis actuels d'un monde du travail contemporain, où tous les travailleurs et travailleuses seront unis, solidaires et s'exprimeront d'une seule voix collective forte.

Avec une orientation stratégique claire, une cohésion renforcée et un engagement sans faille envers nos valeurs fondamentales, nous sommes déterminés à promouvoir la démocratie, à défendre la dignité, les droits et la protection sociale des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés à travers le monde.

Rien ne se fera pour nous sans nous !

Oksana Abboud, Coordinatrice internationale de StreetNet

Qui sommes-nous ?

StreetNet International est une alliance mondiale d'organisations de vendeurs de rue et de vendeurs sur les marchés, incluant des syndicats, des coopératives et des associations, fondée à Durban, en Afrique du Sud, en novembre 2002. En 2025, nous comptons 62 organisations affiliées issues de 56 pays, représentant au total 866 075 travailleurs.

Les membres de StreetNet sont des vendeurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs qui vivent du petit commerce dans les espaces publics, généralement en milieu urbain. Souvent non reconnus comme des travailleurs, ils font partie de l'économie informelle à l'échelle mondiale. Dans toutes les villes du monde, ils fournissent des biens et des services essentiels, soutiennent les économies locales, créent des emplois et constituent un filet de sécurité sociale vital pour les populations vulnérables.

Notre mission consiste à **renforcer et à autonomiser les organisations affiliées** dans le but d'organiser, de protéger et de promouvoir les droits et les moyens de subsistance des travailleurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs, en particulier des femmes, par le biais du plaidoyer, du renforcement des capacités, de l'éducation, de la gouvernance démocratique, de la représentation et de la solidarité, en construisant un mouvement international fort. Nous sommes ancrés dans la démocratie interne, la solidarité internationale et la justice sociale. StreetNet a été fondée pour **rassembler l'une des catégories de travailleurs les plus marginalisées** et l'intégrer au mouvement syndical mondial. Nous pensons que la mobilisation de ces travailleurs est essentielle pour garantir un travail décent à tous et réduire la pauvreté.

Notre action porte à la fois sur le renforcement des capacités, la mobilisation et l'influence sur les politiques. Grâce à la formation, nos membres acquièrent les compétences et la confiance nécessaires pour défendre leurs droits et améliorer leurs conditions de travail. Nous rassemblons les travailleurs du monde entier, en favorisant la solidarité et l'action collective. Nous influençons aussi les politiques nationales et internationales, notamment par notre engagement auprès de l'Organisation internationale du travail et d'autres agences des Nations Unies.

Nous aspirons à un monde où les vendeurs de rue, les vendeurs sur les marchés et les colporteurs, qui proposent des biens et/ou des services, soient reconnus comme des travailleurs à part entière, autonomes et organisés de manière démocratique, et puissent vivre dans la dignité et bénéficier d'un travail décent.



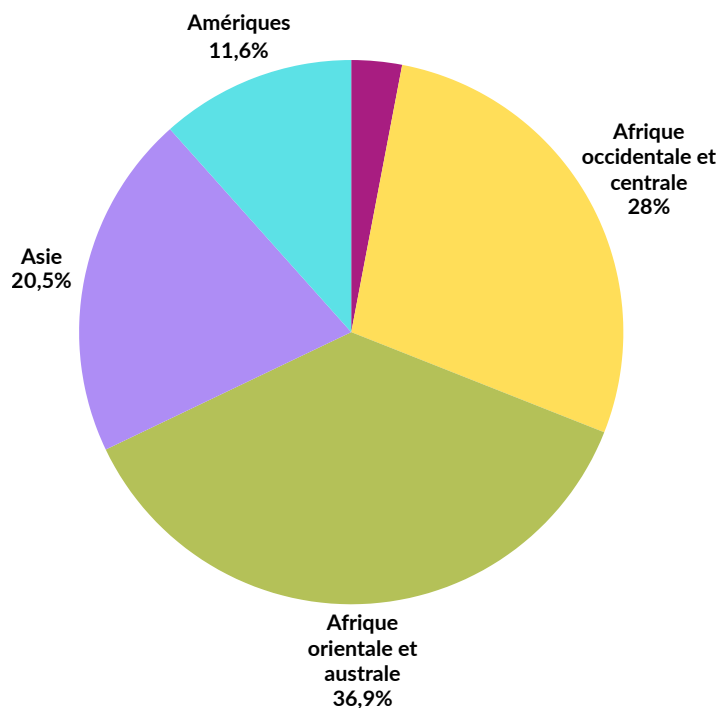
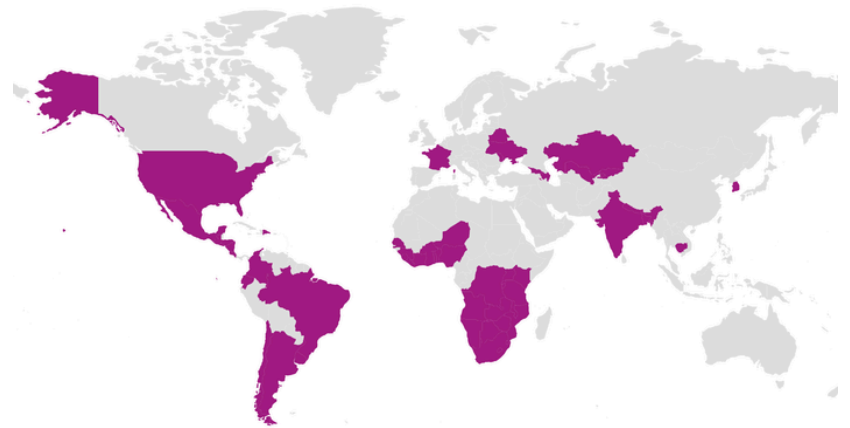
Nos membres en 2025

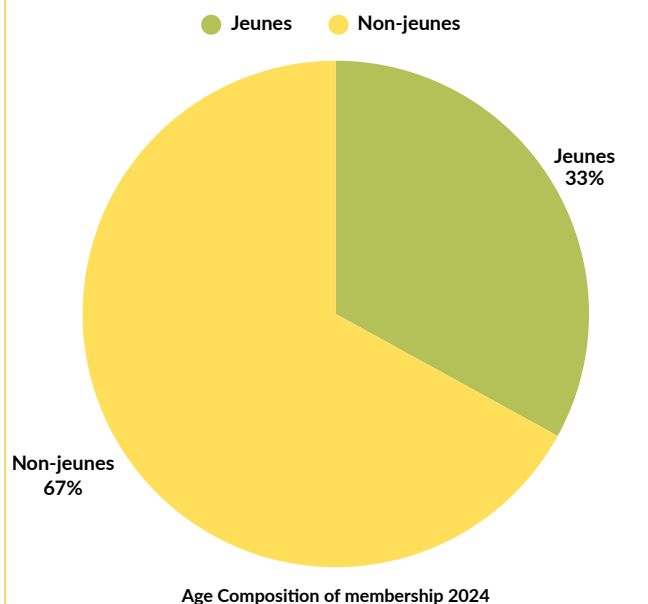
En 2025, le nombre total de membres s'élevait à 866 075 personnes. Malgré une légère diminution par rapport à 2024, la tendance générale demeure stable. Notre réseau mondial s'étend sur 62 pays, organisés en cinq grandes régions : Afrique orientale et australe, Afrique occidentale et centrale, les Amériques (Nord, Centre et Sud), Europe et Asie centrale, ainsi que l'Asie (incluant l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est).

En 2025, une nouvelle organisation affiliée a rejoint notre mouvement : Sintraindepv (Sindicato de Trabajadores Independientes de Venezuela / Syndicat des travailleurs indépendants du Venezuela).

L'image présente la répartition régionale des membres de StreetNet en 2025. L'Afrique orientale et australe représente systématiquement la plus grande part du nombre total de membres, avec plus de 300 000 membres.

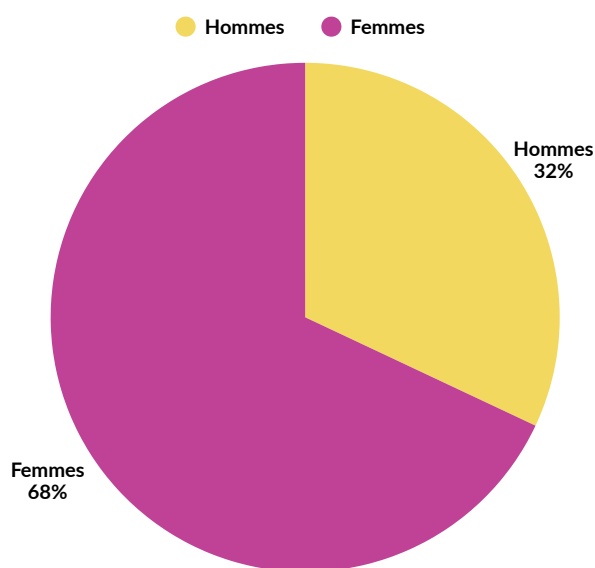
Dans l'ensemble des organisations, le nombre total de membres affiche une croissance modérée sur la période de six ans, passant de 727 669 membres en 2020 à 866 075 en 2025. C'est la première année depuis le début de la pandémie mondiale de COVID-19 qu'une légère baisse est enregistrée, malgré l'affiliation d'une nouvelle organisation. Cependant, trois organisations affiliées ont été radiées en raison du non-paiement de leurs cotisations d'affiliation, une condition constitutionnelle pour les membres de StreetNet.





En 2025, les membres de StreetNet restent majoritairement des femmes, représentant 68 % du total des membres à l'échelle mondiale (588 924 sur 866 075), ce qui confirme la forte féminisation du secteur. Par rapport aux années précédentes, la répartition globale entre les sexes reste relativement stable.

En revanche, la représentation des jeunes a augmenté puisque 33 % des membres sont désormais des jeunes travailleurs, contre 29% en 2024. Il convient de noter que cette progression se traduit non seulement en pourcentage, mais aussi en chiffres absolus, le nombre de jeunes membres étant passé de 254 317 à 283 421.



Au niveau régional, l'Asie affiche la plus forte proportion de femmes parmi ses membres (95 %), en grande partie grâce à la présence d'organisations dirigées par des femmes telles que la SEWA (Inde), tandis que l'Afrique occidentale et centrale présente la plus forte proportion de jeunes parmi ses membres (43 %).

57 % des organisations indiquent avoir mis en place un comité de jeunes, et 18 % indiquent être en train d'en créer un. Ce processus d'intégration des jeunes dans les structures organisationnelles a été facilité par StreetNet, grâce au projet « Youth in Action » (*Les jeunes en action*), soutenu par la SIDA (Agence suédoise de coopération internationale au développement).

Les membres de StreetNet continuent de refléter une grande diversité, les organisations affiliées représentant un large éventail de groupes marginalisés et vulnérables, notamment les peuples autochtones, les personnes LGBTQ+, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les minorités ethniques et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Parmi ces groupes, les personnes en situation de handicap sont les plus largement représentées (selon 52 organisations), suivies par les vendeurs transfrontaliers, particulièrement présents en Afrique centrale et occidentale, où toutes les organisations interrogées ont déclaré les représenter. En 2025, 9 organisations ont indiqué représenter les personnes LGBTQ+. Une tendance notable consiste en l'augmentation significative du nombre d'organisations déclarant représenter les vendeurs transfrontaliers, passant de 23 en 2024 à 37 en 2025, soit une hausse d'environ 60 %.

La réalité des vendeurs de rue, des vendeurs sur les marchés et des colporteurs

Les défis structurels rencontrés par les vendeurs

Manque de protection sociale

Selon notre sondage, le défi le plus fréquent auquel sont confrontés les vendeurs de rue à travers le monde reste **le manque d'accès à la protection sociale, comme l'ont indiqué 20 organisations**. Cette année, il a été demandé aux affiliés si de telles politiques existaient dans leur pays. Les réponses montrent que la majorité d'entre eux, toutes régions confondues (40 sur 54, soit 80 %), ont signalé l'absence de politiques de soutien à la garde d'enfants. Ce résultat est particulièrement significatif compte tenu du fait que les **femmes** représentent près de 70 % des membres de StreetNet et que, à l'échelle mondiale, **elles continuent d'assumer une part disproportionnée des responsabilités de soin / des responsabilités familiales et domestiques**. Le manque d'accès à la protection sociale concerne également les vendeurs plus âgés qui n'ont pas accès à une pension de retraite, ainsi que les personnes en situation de handicap ou malades.



« Je n'ai pas accès à la Caisse nationale de sécurité sociale (NSSF) parce que j'ai plus de 60 ans, et le gouvernement n'autorise pas les personnes de mon âge à s'inscrire. Même si je voulais cotiser et payer les frais, je ne suis pas éligible. Je demande au gouvernement de revoir cette règle. Les personnes âgées ont aussi besoin d'un accès aux soins de santé, et je suis prête à payer des cotisations s'il (le gouvernement) me laisse intégrer le système ».

Nob Savy, une vendeuse du Cambodge souffrant d'une maladie chronique qui lui rend la vente de marchandises presque impossible.

Violence et harcèlement par les autorités

Les expulsions et les évictions des lieux de travail constituent une préoccupation fréquente dans divers endroits. L'année 2025 a vu 44 organisations sur 54 (soit 82%) confirmer que leurs membres avaient été expulsés, un taux d'incidence inchangé par rapport à 2024. Cette situation témoigne de la persistance d'un enjeu sérieux et des défis fondamentaux rencontrés par les membres de StreetNet dans leur quête de stabilité et de sécurité pour leurs lieux de travail. L'Europe et l'Asie centrale se distinguent comme seules exceptions régionales, où seule la moitié des organisations ont indiqué que leurs membres avaient été victimes d'expulsions. Au Zimbabwe, les autorités persistent dans leurs sommations visant à déloger les vendeurs de rue de leurs espaces de vente en ville.



« Nos marchandises sont confisquées par le conseil municipal et la police de la République du Zimbabwe. Parfois, lorsqu'ils tentent de saisir nos biens, nous devons courir pour sauver notre vie pendant qu'ils ramassent tout. Nous essayons de dialoguer et de négocier avec nos autorités locales, mais les autorités sont très lentes à réagir».

Une vendeuse de rue, membre de la ZCIEA à Masvingo, qui a préféré garder l'anonymat.

Obstacles liés à l'octroi de licences

Bien que d'autres facteurs existent, la délivrance de licences professionnelles par les autorités municipales est une voie majeure pour les vendeurs de rue souhaitant formaliser leurs activités. **En 2025, 19 organisations ont témoigné de la distribution de nouvelles licences ou autorisations de vente aux vendeurs de rue durant l'année écoulée.** Certaines organisations ont enregistré un nombre de nouvelles licences particulièrement élevé ; à titre d'exemple, l'UCOMTAE en Équateur a rapporté 3 000 nouvelles licences, et l'USYNVEPID au Bénin a également fait état d'environ 3 000 nouvelles licences délivrées.

Tendances mondiales ayant une incidence sur les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés

Cette année a été marquée par une évolution de la situation mondiale, qui a profondément modifié les conditions de travail et d'organisation des vendeurs de rue.

Des **événements politiques perturbateurs**, tels que les protestations de jeunes au Népal contre le régime en place, ont été observés au Kenya, en Tanzanie et au Népal, entraînant une diminution de l'accès à l'espace public.

Des **guerres et conflits** en cours (notamment en Ukraine et en RD Congo), associés à d'autres violences quotidiennes, ont coïncidé avec ces événements. Le crime organisé, souvent sous-estimé, exacerbe l'insécurité, l'extorsion et les luttes territoriales, entravant la mobilisation des organisations de vendeurs de rue.

L'instabilité et l'insécurité territoriale coûtent souvent la vie aux plus vulnérables : **en février, un groupe de vendeurs transfrontaliers ghanéens spécialisés dans la vente de denrées alimentaires a été assassiné par des djihadistes lors d'une attaque à la frontière avec le Burkina Faso.** Notre organisation affiliée, l'UNIWA, s'est mobilisée publiquement pour soutenir ces vendeurs.

Une montée en puissance **des forces politiques autoritaires et d'extrême droite a été observée partout dans le monde**. On en trouve des exemples marquants dans les Amériques, des États-Unis au Chili, où, lors des élections générales de 2025, José Antonio Kast, candidat d'extrême droite, a été élu président. Cette vague a contribué à un rétrécissement général de l'espace civique, limitant ainsi les possibilités d'action pour les acteurs progressistes et le mouvement syndical.

Nous avons également observé une **sécurisation croissante de l'espace public**, où les activités économiques informelles sont souvent présentées comme des problèmes d'ordre public. En conséquence, les expulsions et les affrontements violents avec les forces de l'ordre restent monnaie courante dans toutes les régions. Au Zimbabwe, le gouvernement a lancé des ultimatums pour chasser les vendeurs de rue dans les zones urbaines et a déclaré illégaux bon nombre d'entre eux.

Le **panorama mondial du financement a également connu des changements notables**, qui ont entraîné des répercussions sur StreetNet International (SNI) et ses organisations affiliées. Les ressources allouées aux organisations syndicales et aux forces progressistes dans leur ensemble ont été réduites à l'échelle mondiale, principalement en raison de la décision des gouvernements occidentaux et des pays du Nord. Pour la première fois depuis le début de la pandémie, le réseau a enregistré une légère baisse du nombre total de ses membres, reflet des difficultés rencontrées en matière de mobilisation et de recrutement.

La grande majorité des organisations affiliées signalent que leurs membres subissent les effets négatifs du **changement climatique**. En Asie, ces difficultés restent particulièrement marquées. En Inde, par exemple, les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur – comme celle qui a frappé l'Inde et le Pakistan entre avril et juillet 2025 – ont lourdement perturbé le travail des vendeurs de rue, bouleversant leurs horaires de travail et exposant ceux qui ne disposent pas d'un abri adéquat à des risques accrus.

Malgré ces contraintes, on observe des signes importants de résilience et de progrès. **Les organisations affiliées continuent de s'engager activement aux niveaux national et municipal sur plusieurs questions, notamment la protection sociale et l'économie sociale et solidaire (ESS)**. FIWON a lancé des coopératives dans deux nouveaux États : le Territoire de la capitale fédérale (Abuja) et l'État d'Oyo. En conséquence, les membres de ces États ont commencé à adhérer aux coopératives et bénéficient de plus en plus d'avantages clés. Les efforts de renforcement des capacités, notamment à travers des ateliers sur les techniques de négociation soutenus par StreetNet, ont permis aux affiliés d'obtenir des avancées concrètes et tangibles. On observe également une confiance et une efficacité croissantes en matière de plaidoyer et de négociation, reflétant le renforcement des capacités organisationnelles.

D'après nos données les plus récentes, **près de la moitié des affiliés ont déclaré participer régulièrement à des actions de plaidoyer, de dialogue ou de négociation avec les autorités sur des thèmes clés : la protection sociale, la formalisation juste et la lutte contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail**.

Notre stratégie

Nous avons élaboré notre plan stratégique pour 2025-2028 dans le cadre d'un atelier participatif organisé en 2024. Le [texte intégral du Plan stratégique](#) peut être consulté sur [site web](#). En 2025, nous avons mesuré les indicateurs clés suivants :

🎯 **Objectif stratégique n° 1:** Les organisations membres influencent les changements politiques et parviennent à obtenir une reconnaissance légale ainsi que des droits durant les processus de formalisation.

Des avancées prometteuses dans le renforcement des capacités de plaidoyer des affiliés sont observées. Le nombre d'organisations participant à des négociations et au dialogue avec les autorités a significativement augmenté, passant de 28 en 2024 à 39 en 2025. De plus, 19 organisations ont rapporté l'obtention de nouvelles licences, parfois en quantité substantielle. Bien que toujours sporadiques, des succès tangibles en matière d'initiatives politiques et législatives émergent, particulièrement dans des secteurs comme la protection sociale (8 cas) et la formalisation (4 cas).

🎯 **Objectif stratégique n° 2:** Les organisations membres influencent les modifications de politiques et assurent l'inclusion des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés dans les régimes de protection sociale, qu'ils soient en place ou à établir, ainsi que dans d'autres enjeux de l'agenda du travail décent, dans le cadre des initiatives de formalisation.

Bien que l'accès à la protection sociale s'élargisse légèrement (41 % des affiliés incluent les vendeurs) et que les initiatives d'économie sociale et solidaire (ESS) et coopératives soient bien établies (61 % des affiliés y participent), des défis demeurent. 57 % des organisations ont mis en place des dispositifs pour gérer les chocs externes. Cependant, l'absence de systèmes de protection sociale exhaustifs pour la majorité des affiliés et le déficit notable de solutions de garde d'enfants (signalé par 80 % des organisations) révèlent des lacunes significatives en matière de besoins essentiels.

🎯 **Objectif stratégique n° 3:** Les affiliés à StreetNet disposent d'une capacité accrue et suffisante pour mettre en place et maintenir des structures de gouvernance démocratiquement élues, inclusives et favorables aux femmes, représentant les vendeurs de rue, les vendeurs sur les marchés et les colporteurs dans les discussions politiques locales, nationales et internationales.

Il ressort que la majorité des organisations (38 sur 54) respectent le calendrier de leurs congrès, indiquant une bonne santé de leur gouvernance interne. De plus, on constate une progression marquante dans la représentation féminine aux postes de direction, passant de 39 % en 2024 à 52 % en 2025, ce qui représente un progrès significatif vers des structures de direction plus inclusives et représentatives.

🎯 **Objectif stratégique n° 4:** StreetNet a contribué de manière tangible à la promotion de la solidarité mondiale et à la création d'alliances entre tous les travailleurs.

Les affiliés continuent de faire preuve d'une forte intégration au sein du mouvement syndical dans son ensemble. Environ 62 % d'entre eux déclarent faire partie d'une centrale syndicale, un chiffre qui demeure stable par rapport à l'année précédente. Il existe un solide fondement de solidarité entre les mouvements et les réseaux internationaux, et nous avons l'intention de le renforcer au cours des prochaines années.

Notre influence

Chez StreetNet, nous croyons au pouvoir de la narration pour identifier et faire connaître notre influence. Bien que nous mettions l'accent sur l'action collective, notre objectif ultime est de changer la vie des travailleurs, d'améliorer leurs moyens de subsistance et de veiller à ce que nos membres puissent travailler dans la dignité et le respect. Tout au long des années 2024 et 2025, nous avons collaboré avec des organisations partenaires, en particulier avec « Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing » / Femmes dans l'emploi informel : Globalisation et Organisation (WIEGO), afin de recueillir les témoignages de membres qui ont été directement touchés par le travail de StreetNet et de nos affiliés. Nous avons actuellement 31 de ces témoignages provenant de 21 pays, disponibles sur notre site web.

Leadership des femmes

Tout a commencé en 2005, lorsque Márcia Medeiros de Andrade et son mari sont revenus à João Pessoa et ont été témoins de violences policières généralisées à l'encontre des vendeurs de rue, notamment des agressions physiques et la confiscation de marchandises. Poussée par cette situation difficile qu'ils partageaient, Márcia a organisé une réunion chez elle, qui a débouché sur la création de l'AMEG. Malgré une répression constante, cette association est rapidement passée d'un petit groupe à une grande organisation.

Les membres ont dû faire face à un harcèlement incessant et ont organisé des manifestations avec des moyens limités, exprimant souvent leurs revendications de manière créative lors de rassemblements publics. En 2016, lorsque la police a expulsé de force des vendeurs d'un événement, l'un des policiers a frappé Márcia au visage ; elle était alors enceinte de neuf mois. Márcia a déclaré que cet incident avait marqué un tournant : « Cela m'a donné la force de poursuivre mon combat. Cela m'a rendue plus forte et m'a aidée à donner de la force à d'autres femmes au sein de l'AMEG ».

Un tournant décisif s'est produit lorsque l'AMEG s'est affiliée à l'UNICAB et a ainsi rejoint StreetNet International en 2018, ce qui lui a permis de bénéficier de formations en négociation et d'acquérir une meilleure compréhension de ses droits. Cela a permis au groupe de dialoguer avec les autorités, de mettre en place des initiatives en matière de logement et d'améliorer les conditions de travail. Au fil du temps, l'AMEG a étendu son influence grâce à des réseaux plus vastes, a amélioré ses relations avec les autorités locales et a obtenu de meilleurs systèmes d'octroi de licences ainsi que des services d'accompagnement, notamment en garantissant un logement à 500 vendeurs.

Malgré les progrès accomplis, des défis subsistent. Márcia continue de concilier ses responsabilités de dirigeante, sa vie de famille et son engagement militant, incarnant la résilience et le dévouement tout en bâtissant une communauté de vendeurs de rue plus forte et mieux organisée.



Économie sociale et solidaire

Au **Rwanda**, des initiatives menées par SYTRIECI Rwanda en collaboration avec StreetNet International et WIEGO améliorent les conditions de vie des travailleurs du secteur informel grâce à des approches intégrées associant garde d'enfants, groupes d'épargne et organisation collective. **Le projet de garde d'enfants a permis de créer des centres de développement de la petite enfance à proximité des marchés, permettant ainsi aux vendeurs de rue et aux vendeurs sur les marchés, en particulier aux femmes, de travailler avec plus de sécurité et de sérénité, tout en garantissant à leurs enfants des soins sûrs et attentionnés.** Cela a permis d'améliorer la productivité, de réduire les risques pour les enfants et de renforcer le bien-être des ménages. Grâce aux associations villageoises d'épargne et de crédit, **les travailleurs mutualisent leurs ressources, ont accès à des microcrédits et acquièrent des connaissances financières.** Cela leur permet de mieux gérer leurs besoins quotidiens, d'investir dans leurs moyens de subsistance et de faire face aux situations d'urgence. Ces groupes favorisent également la confiance, la solidarité et la prise de décision collective. Les groupes d'épargne sont devenus des points d'entrée pour le développement du leadership, l'autonomisation des femmes et une plus grande participation aux structures syndicales.



« Appartenir à un groupe d'épargne et avoir accès à un centre de garde d'enfants a changé ma vie à bien des égards. En tant que parent unique, j'avais beaucoup de mal à offrir une bonne éducation à mes enfants et à subvenir à leurs besoins quotidiens. Maintenant, avec mes enfants soignés en toute sécurité pendant que je travaille ; avec la possibilité de contracter des prêts par l'intermédiaire du groupe d'épargne, je peux mieux soutenir à la fois mon entreprise et ma famille ».

Mukamana Beata, une vendeuse sur le marché de Kagugu

Lorsqu'il s'est rendu en Inde en 1990, Kamal Siddiki a été inspiré par la manière dont les vendeurs de rue organisaient leur travail. De retour au **Bangladesh**, il s'est attaché à mettre en place des structures collectives similaires. C'est ainsi qu'en 1991, il a fondé l'organisation « Bangladesh Chinnomul Hawkers Samity » afin de défendre les droits des colporteurs et d'améliorer leurs conditions de travail. Au fil du temps, ses efforts, en collaboration avec des organisations partenaires, ont contribué au développement d'une communauté modèle de colporteurs à Nayaranganji, près de Dhaka. Cette communauté intègre des logements, des services de garde d'enfants, des soins de santé et des possibilités de travail à domicile pour les familles des colporteurs, dont beaucoup sont des femmes.

Cette initiative a permis de renforcer les moyens de subsistance des ménages en leur offrant des conditions de vie plus stables, un meilleur accès aux services essentiels et des possibilités de générer des revenus. Elle a également favorisé l'organisation communautaire, permettant ainsi aux colporteurs d'accéder à des ressources communes, de se coordonner collectivement et d'améliorer leur bien-être général. De plus, des initiatives connexes ont contribué à élargir l'accès aux cartes d'identité, aux mécanismes de soutien financier et à des formations visant à améliorer les pratiques commerciales, telles que l'établissement des prix.

Dans leur ensemble, ces initiatives illustrent comment l'organisation collective et les solutions portées par la communauté peuvent renforcer la sécurité économique, la dignité et l'accès aux services essentiels pour les travailleurs du secteur informel, tout en favorisant la résilience à long terme et la coopération au sein de la communauté.



Pouvoir des jeunes

Yerlin Narváez, vendeuse de longue date et militante originaire de Medellín, en Colombie, a commencé à travailler dans la vente ambulante dès son enfance et a rejoint l'« Unión General de Trabajadores Informales » (Union générale des travailleurs informels) vers l'âge de 15 ans. Elle a depuis occupé divers postes à responsabilité avant de devenir présidente de la section locale de sa ville ; elle représente également les travailleurs de l'économie informelle au sein de comités qui influencent les politiques publiques ayant un impact sur leurs moyens de subsistance. Son parcours témoigne à la fois de son engagement personnel et de l'importance générale du travail d'organisation dans l'économie informelle.

En tant que jeune femme leader, Yerlin s'est heurtée à des obstacles structurels à la participation, notamment un accès limité aux instances décisionnelles et la difficulté de se faire entendre au sein des structures de direction établies. Elle explique comment le respect dû aux responsables chevronnés peut parfois étouffer la voix des plus jeunes : « Nous sommes souvent exclues des prises de décision au sein de notre organisation parce que nous manquons d'expérience. Très souvent, par respect pour nos leaders, nous ne disons pas ce que nous pensons vraiment ». Malgré cela, elle a assumé des rôles de coordination et s'est efforcée de maintenir l'engagement des jeunes au sein de son organisation et ailleurs.

Grâce à des initiatives telles que le projet « Youth in Action » (Jeunes en action) de StreetNet International, Yerlin a renforcé ses compétences en matière de leadership et sa confiance en elle, et a noué des liens avec d'autres jeunes activistes de différentes régions. Ces expériences lui ont permis de soutenir des initiatives d'organisation entre pairs et de contribuer à l'élargissement d'un réseau de jeunes leaders qui militent pour le changement au sein de leurs syndicats.

Équilibrer l'activisme, le leadership et la maternité représente un défi permanent, notamment en raison des contraintes de temps, des difficultés financières et des attentes sociales. « Le plus grand défi auquel je suis confrontée, c'est... de devoir me partager entre tout cela », note-t-elle. Néanmoins, Yerlin continue de renforcer son rôle dans la politique locale et la coordination internationale, faisant preuve de résilience, d'évolution et d'un engagement sans faille en faveur de l'autonomisation des jeunes travailleurs de l'économie informelle.

Nos activités en 2025

Éducation

Formations

Les ateliers sur les techniques de négociation constituent un pilier de notre action. Ils permettent à nos membres de dialoguer avec les autorités en tant que partenaires crédibles, de formuler clairement leurs revendications et de conclure des accords qui protègent leurs moyens de subsistance. Ils renforcent la participation à la planification, améliorent les résultats en matière de commerce et de services, réduisent l'exclusion et garantissent la représentation, notamment celle des femmes, afin que les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés puissent influencer les décisions qui touchent à leur travail et à leurs droits. En 2025, nous avons organisé trois ateliers sur les techniques de négociation au Ghana, au Lesotho et au Chili. Nous avons également dispensé une formation de suivi au Lesotho et un atelier avancé sur les techniques de négociation au Sénégal. **Au total, nous avons formé 113 travailleurs.** En collaboration avec WIEGO, nous avons dispensé une formation en ligne sur la planification urbaine, à laquelle 12 leaders de la région des Amériques ont participé.



Sénégal, décembre 2025



Chili, juillet 2025

Tout au long de l'année 2025, nous avons régulièrement organisé des « **Clubs de discussion** », des réunions virtuelles au cours desquelles nos affiliés se sont réunis pour réfléchir et échanger avec des experts sur des thèmes tels que la numérisation et le passage de l'économie informelle vers l'économie formelle. Au total, nous avons animé quatre clubs de discussion qui ont rassemblé 410 participants.

Enfin, une nouvelle initiative éducative a été lancée dans les Amériques, sous l'impulsion des travailleurs eux-mêmes. Intitulée « **Idas y Vueltas** » (Allers et retours), cette initiative a permis à des leaders des Amériques de partager les meilleures pratiques de leurs pays respectifs et a donné lieu à cinq ateliers tout au long de l'année.

Recherche et production de connaissances

Baromètre des vendeurs de rue

Élaboré par StreetNet en collaboration avec le Global Labour Institute (GLI) et mis à l'essai avec les affiliés de StreetNet, UTEP (Argentine) et ZCIEA (Zimbabwe), ce projet de recherche participative répertorie les conditions de travail, les moyens de subsistance et les principaux défis auxquels sont confrontés les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés, tout en renforçant la capacité des organisations de travailleurs à mener leurs propres recherches. Cette approche considère les travailleurs comme des partenaires à part entière plutôt que comme de simples sujets, en les impliquant tout au long de la conception, du travail de terrain et de l'analyse. Les résultats de la recherche menée au Zimbabwe et en Argentine mettent en évidence des défis persistants, **tels que l'accès limité à l'assainissement, à l'électricité et à des conditions de travail sûres, ainsi que des obstacles à la formalisation, notamment des systèmes d'octroi de licences complexes et des frais élevés.** Les travailleurs restent également largement exclus des processus décisionnels.



Travailleurs participant à la recherche participative pour le « Baromètre des vendeurs de rue ». Zimbabwe, janvier 2025



Lancement d'un guide sur l'économie sociale et solidaire destiné aux vendeurs de rue et aux marchands ambulants. Zambie, avril 2025

Boîte à outils sur l'économie sociale et solidaire destinée aux vendeurs de rue et aux vendeurs sur les marchés

StreetNet et WIEGO ont lancé une boîte à outils sur l'économie sociale et solidaire destinée aux vendeurs de rue et aux vendeurs sur les marchés. Elle a été élaborée dans le cadre d'un processus participatif qui a duré deux ans et s'est appuyé sur les expériences de pays tels que l'Inde, le Nigeria, la Colombie et le Rwanda. Cette boîte à outils est le fruit d'un effort collectif mené par les travailleurs pour les travailleurs, fondé sur la solidarité et l'apprentissage partagé. S'appuyant sur l'engagement de longue date de StreetNet en faveur de l'économie sociale et solidaire, cette boîte à outils traduit les résolutions et les ateliers passés en conseils pratiques. **L'un des principaux enseignements est le rôle des groupes d'épargne et de crédit en tant que point d'entrée pour le travail d'organisation, permettant la mise en commun des ressources, la responsabilisation et l'amélioration des moyens de subsistance.**

S'adapter au changement : comment les vendeurs de rue façonnent leur avenir face aux défis climatiques dans l'ANASE

Élaborées dans le cadre d'un projet d'Oxfam, ces études de cas examinent les risques climatiques qui touchent les vendeurs de rue au Cambodge, au Laos et au Vietnam. Les chercheurs ont recensé les répercussions sur les moyens de subsistance, la santé et les activités commerciales, en mettant en évidence la vulnérabilité des femmes. Cette étude définit des stratégies d'adaptation et formule des recommandations visant à renforcer la résilience et à améliorer la protection sociale des vendeurs de rue face au changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Renforcement des capacités

Les jeunes en action

StreetNet a lancé son projet phare, « Les jeunes en action », dédiée au développement des jeunes travailleurs. Le premier atelier en présentiel a eu lieu au Guatemala, rassemblant 13 jeunes de tout le continent américain. Ceux-ci ont pu améliorer leurs compétences en leadership, communication et organisation. L'atelier a favorisé la création d'un **Manifeste des jeunes des Amériques**, incitant les participants à exprimer des revendications collectives sur les droits, la justice sociale et l'inclusion dans les processus de décision de leurs organisations et pays. L'édition africaine du projet a été lancée en 2025.



Atelier « Jeunesse en action » au Guatemala, en mars/avril 2025.

Réseau médiatique de StreetNet

Durant de nombreuses années, nous avons soutenu une communication initiée par les travailleurs, offrant aux vendeurs de rue une plateforme pour partager leurs expériences et promouvoir le changement. Cette démarche a été renforcée en 2024 par la création du Réseau médiatique de StreetNet, réunissant des activistes des médias issus de plus de 30 organisations affiliées. Ces derniers ont bénéficié de formations en communication stratégique, en narration et en engagement numérique. En 2025, en partenariat avec Picture People MSP, nous avons organisé à Harare un **atelier inaugural de narration visuelle**. Douze membres du Réseau médiatique ont acquis des compétences en production vidéo, éthique et narration, qu'ils ont appliquées en documentant la vie des vendeurs de rue au Zimbabwe. Par le biais d'entretiens et de courts métrages, ils ont révélé des problèmes tels que le manque d'accès à l'eau, à l'assainissement et à la garde d'enfants, ainsi que le harcèlement et les conditions de travail instables. À la suite de cet atelier, cinq participants ont été recrutés comme communicateurs régionaux pour StreetNet, renforçant ainsi notre présence médiatique et communicationnelle décentralisée.



Des activistes des médias mènent des entretiens avec des travailleurs au Zimbabwe, en février 2025.

Actions de plaidoyer

Conférence internationale du Travail

StreetNet International a participé à la 113e Conférence internationale du Travail (CIT), le forum tripartite mondial où les gouvernements, les travailleurs et les employeurs négocient les normes internationales du travail. Accrédités depuis 2004, nous avons constamment plaidé pour l'inclusion des travailleurs de l'économie informelle, contribuant à une reconnaissance plus large de la négociation collective et faisant progresser des concepts tels que les travailleurs indépendants. La 113e session a vu la participation de notre délégation diversifiée, incluant le vice-président Alberto Santana, le secrétaire Jamaladdin Ismayilov, les membres auditeurs du Comité exécutif, Lameck Kashiwa et Maya Gurung, la membre du Conseil international, Martha García Santoyo, Gladys Mponda, la coordinatrice internationale, Oksana Abboud, et la responsable de la communication, Margarida Teixeira. Aux côtés d'organisations alliées des travailleurs de l'économie informelle, nous avons participé au travail des commissions clés, y compris la **Commission chargée de la discussion générale sur la promotion de transition vers la formalité** et la **Commission normative sur les dangers biologiques**.



Pour la première fois, nous avons organisé un événement parallèle intitulé « **Vers la formalisation : les vendeurs de rue montrent la voie vers l'inclusivité** », tenu au Musée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et auquel ont assisté des délégués de la CIT et des partenaires clés. L'événement a débuté par des contributions de représentants de l'ACTRAV de l'OIT, de la Confédération syndicale internationale et de WIEGO (Femmes dans l'emploi informel : Globalisation et Organisation). Notre intervention a débuté par la présentation de notre vision de la formalisation, jugée souhaitable, avant d'enchaîner sur un panel d'experts. Ce dernier a partagé des recherches et des retours d'expériences, incluant des initiatives de couverture contre le stress thermique, des études sur les répercussions du changement climatique pour les vendeurs de l'ANASE, et des éclairages du projet « Baromètre des vendeurs de rue » mené avec le Global Labour Institute.

Droits humains des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés

Nous avons rejoint différents projets à travers le monde axés sur les droits humains des vendeurs de rue et des vendeurs sur les marchés, marquant un changement dans notre approche du plaidoyer qui était généralement plus axée sur les droits du travail. Nous avons collaboré avec le programme juridique de WIEGO en fournissant des données du Guatemala, du Honduras, du Brésil et de l'Argentine, pour un rapport à présenter au Rapporteur spécial sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux (DESCA) à la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH).

Nous nous sommes également engagés dans le processus d'élaboration de normes de la **Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples**, en soutenant les directives et en développant un document de position commune et une vidéo explicative sur les droits des travailleurs de l'économie informelle.

Solidarité internationale et création d'alliances



Nous avons participé à une série d'événements de solidarité internationale et de plaidoyer en 2025. En mars, nous avons pris part à la Commission de la condition de la femme à New York. En juillet, pour marquer la Journée internationale des coopératives, nous nous sommes joints au webinaire de l'Unité des coopératives de l'OIT. **En septembre, nous étions présents à la Conférence régionale des jeunes de la CSI-Afrique à Lomé, au Togo.**

Lors du **Forum mondial de l'économie sociale et solidaire du GSEF** à Bordeaux, en France, en octobre, nous avons dévoilé **notre boîte à outils dédiée à l'économie sociale et solidaire**. Le mois a également été marqué par notre participation à la **Conférence sur l'IA et les technologies numériques à Nairobi**, au Kenya, ainsi que par une formation au Bénin sur la supervision des stratégies novatrices en matière de financement de la protection sociale.

Novembre nous a vu participer au Festival Mozilla à Barcelone, dédié à un internet plus sûr, suivre une formation sur le financement de la protection sociale, et mener des ateliers de plaidoyer sectoriel au Laos et en Malaisie. D'autres événements clés incluaient la réunion annuelle régionale d'Oxfam en Malaisie, la Journée des vendeurs de rue célébrée au Cambodge, la COP30 et le Sommet des peuples à Belém au Brésil, et le Sommet des peuples du G20 en Afrique du Sud.

Notre présence à l'École GLI en France en décembre a finalisé notre année, consolidant ainsi les liens avec les mouvements syndicaux internationaux.

Press and Media

En 2025, nos campagnes ont ciblé les dates marquantes de notre action : la Journée internationale des droits des femmes (8 mars), la Journée internationale des travailleurs (1er mai), la Journée mondiale pour le travail décent (7 octobre) et, comme à l'accoutumée, nous avons honoré avec tous nos membres à travers le monde la Journée internationale des vendeurs de rue (14 novembre).

Nous avons organisé **deux webinaires** : l'un centré sur la garde d'enfants dans le cadre des célébrations de la Journée internationale des droits des femmes, intitulé « Prendre soins dans l'économie informelle : services de garde d'enfants et droits des femmes au bénéfice des vendeuses de rue et vendeuses sur les marchés », et l'autre visant à diffuser les résultats de notre recherche participative, intitulé « Les données, c'est le pouvoir | Lancement du Baromètre de vendeurs de rue en Argentine et au Zimbabwe ».

Nous avons continué à renforcer notre travail médiatique grâce à **une collaboration avec GRAIN et FIAN International**, en développant conjointement **Supermarket Watch (Observatoire des supermarchés)**, un bulletin trimestriel destiné aux mouvements sociaux et portant sur les évolutions du commerce de détail et de la distribution alimentaire dans le monde.

Neuf articles dans divers médias internationaux ont parlé de nous. Tout au long de l'année, nous avons adopté une approche plus stratégique en matière de relations avec les médias, en travaillant en étroite collaboration avec des agences de communication spécialisées, notamment celles axées sur les questions environnementales. Cette décision était motivée par notre volonté d'accroître la visibilité de nos recherches sur la vente de rue et le changement climatique. **Nous mettons également en avant la tribune d'opinion coécrite par notre présidente, Lorraine Ndhlovu, et Negar Mohtashami Khojasteh, chercheuse par intérim auprès de la division Droits des femmes à Human Rights Watch.**

Are south-east Asia's street vendors, "the backbone of urban food systems", prepared for the impacts of climate change?



In this photo, Chhim Sovannary, a 63-year-old Nom Krok (crispy cake) and pancake vendor at the Dumex food market in Phnom Penh, Cambodia, sits by her stall. It is food vendors like Chhim that are "among the most vulnerable to escalating climate impacts" according to a new report from StreetNet International.

"Street vendors are workers – they should have workers' rights"

Lorraine Ndhlovu, Negar Mohtashami Khojasteh
Updated: May 01, 2025 | StreetNet International | Human Rights Watch

OPINION Share



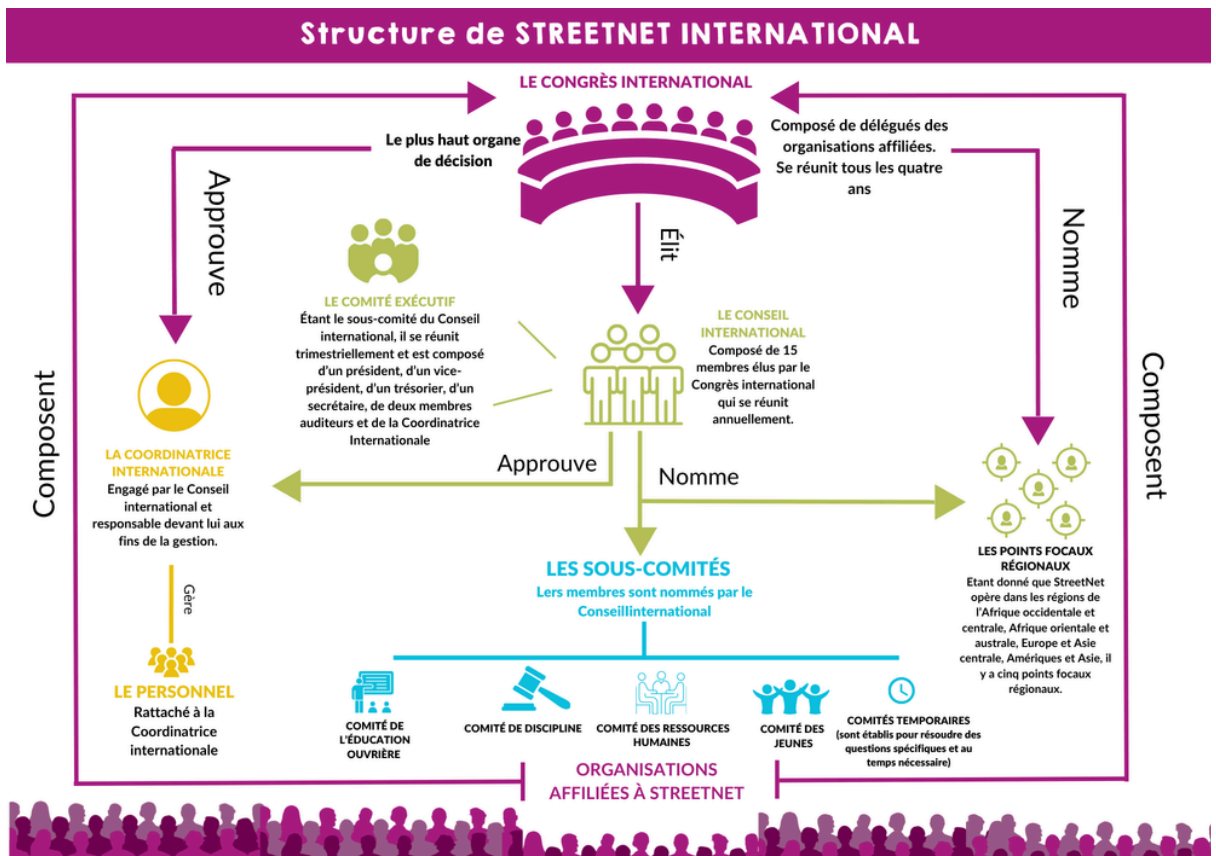
Street vendor arranges oranges at her stall in a women-led street market in Diyarbakir, Turkey December 22, 2021. REUTERS/Sertac Kayar

Gouvernance

Notre statut d’alliance mondiale dirigée par des travailleurs et basée sur des principes démocratiques fait de la gouvernance une préoccupation majeure et constante. Ceci est essentiel pour garantir que nous représentons toujours les vendeurs de rue et les vendeurs sur les marchés du monde entier. **Pendant toute l’année 2025, notre structure de gouvernance a continué d’assurer la prise de décision démocratique, la responsabilité et la représentation régionale.** Le Conseil international élu, qui incarne la diversité géographique et est majoritairement composé de femmes, a siégé en Zambie du 7 au 11 avril, conformément au mandat du Congrès international. L’ordre du jour comprenait l’examen des progrès réalisés, l’approbation des priorités stratégiques et le renforcement de la coordination régionale.

Le Comité exécutif s’est réuni trimestriellement, en février, avril, août et novembre, afin de superviser l’exécution organisationnelle et la gestion financière, et d’examiner le rapport de la Coordinatrice internationale.

Les structures d’appui à la gouvernance sont restées actives tout au long de l’année : le Groupe d’examen des finances s’est réuni trimestriellement, le Comité intérimaire des résolutions s’est rassemblé tous les deux mois, et le Sous-comité pour l’éducation des travailleurs s’est réuni en avril, août et novembre. Des réunions hebdomadaires de l’équipe de direction et des réunions mensuelles du personnel ont permis de renforcer la coordination opérationnelle, tandis que des réunions de collecte de fonds ont eu lieu tous les deux mois. Nous apprécions au plus haut point le rôle majeur de la Fondation Ford dans le renforcement des infrastructures de notre mouvement et dans la garantie du bon fonctionnement de notre gouvernance démocratique et représentative



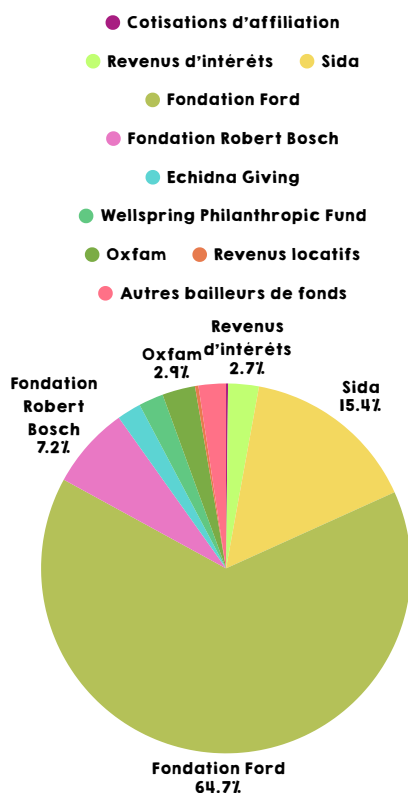
Nos capacités financières

En 2025, nos dépenses se sont élevées à un total de 18 900 940,58 rands sud-africains, tandis que nos revenus ont atteint 24 029 308,53 rands sud-africains. La majeure partie de nos dépenses a été consacrée aux opérations, à la communication et aux coûts directs des projets, ainsi qu'à l'administration de bureau, aux finances et à la gouvernance (principalement des réunions institutionnelles telles que la convocation de notre comité exécutif et de notre conseil international).

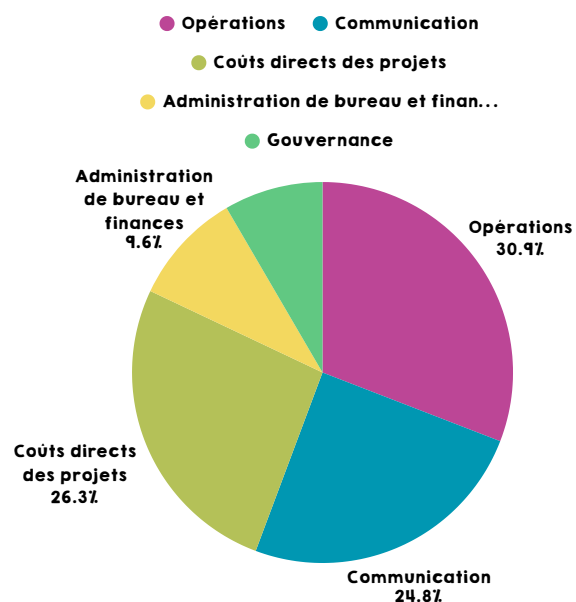
Nos revenus proviennent en partie d'intérêts, de locations et de cotisations d'affiliation, mais les bailleurs de fonds constituent notre principal soutien financier. Nous collaborons actuellement avec les partenaires suivants :

- Fondation Ford
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA)
- Fondation Robert Bosch
- Oxfam Belgique
- Echidna Giving
- Wellspring Philanthropic Fund

Recettes



Dépenses



Conclusion par la Présidente Lorraine Ndhlovu



Alors que les économies continuent de se transformer, le statut de millions de travailleurs à travers le monde évolue aussi, beaucoup d'entre eux étant poussés de l'emploi formel vers l'emploi informel. Dans ce paysage en mutation, StreetNet International reste déterminé à plaider, à s'engager et à travailler aux côtés des gouvernements et des parties prenantes pour faire progresser la formalisation de l'économie informelle. Cette transition est complexe et difficile dans un monde en constante évolution, mais elle est à la fois nécessaire et urgente.

Un pilier central de cet effort est l'extension de la protection sociale. Bien que les discussions mondiales récentes aient de plus en plus reconnu l'importance d'étendre la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle, il reste encore beaucoup à faire. Tant que la protection sociale n'aura pas été pleinement garantie pour chaque travailleur, particulièrement pour ceux en situation de fragilité et issus de l'économie informelle, nous persisterons dans nos efforts de plaidoyer, d'engagement et de revendication.

Nous saluons également le rôle croissant de l'économie sociale et solidaire comme voie vers une plus grande inclusion et plus de dignité. Les approches collectives, telles que les coopératives et autres entreprises solidaires, offrent aux travailleurs de l'économie informelle des opportunités d'accéder à des droits, à une reconnaissance et à des formes de protection qui sont souvent inaccessibles dans le cadre d'un travail individuel. Ces modèles démontrent des voies concrètes vers la formalisation, ancrées dans la solidarité et le bénéfice partagé.

Parallèlement, il faut reconnaître que nombre de personnes actives dans l'économie informelle sont des jeunes, souvent confrontés à des marchés du travail où les offres d'emploi sont rares, l'accès à l'éducation limité et les mécanismes d'exclusion toujours en vigueur. Toute démarche sérieuse de formalisation doit donc intégrer les attentes, les besoins et les fragilités de cette population juvénile croissante.

Alors que nous avançons, notre travail de plaidoyer doit continuer à s'appuyer sur des données probantes : des chiffres, des expériences vécues et de la voix des travailleurs de l'économie informelle eux-mêmes. L'informalité ne doit pas seulement être perçue comme un défi, mais aussi comme un espace où, grâce à des politiques et des protections adaptées, un travail décent et des moyens de subsistance durables peuvent être construits.

Finalement, il convient de souligner que la démarche de formalisation doit dépasser les seules considérations fiscales. Elle ne doit pas se réduire à des mécanismes d'imposition ou à la génération de revenus. Elle doit, au contraire, se fonder sur la dignité humaine, les droits des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions de travail. Une véritable formalisation apporte des avantages concrets aux travailleurs : elle garantit que les droits, les protections et les opportunités sont au cœur de toutes les actions. StreetNet International maintient son engagement inébranlable envers cette vision : un monde où chaque travailleur, quel que soit son statut, jouit pleinement de ses droits, d'une protection et de sa dignité.



Comment rejoindre StreetNet

Si vous êtes une organisation de vendeurs informels représentative, démocratique, basée sur l'adhésion de ses membres, dotée d'une politique interne claire et comptant au moins 500 membres, vous pouvez demander à rejoindre StreetNet ! Contactez-nous pour obtenir le formulaire de demande d'affiliation et nous lancerons le processus de candidature. Toutes les demandes sont examinées par le Comité exécutif de StreetNet et approuvées par le Conseil international ou le Congrès international.

Contactez-nous à l'adresse suivante :
media@streetnet.org.za

 media@streetnet.org.za

 [@StreetNetInternational](https://www.facebook.com/StreetNetInternational)

 streetnet.org.za

 [@street_net_international](https://www.instagram.com/street_net_international)

*Photo (recto) : le vendeur Jomara Dessano, par Andrea Ocker (2023)
Photo (verso) : le vendeur Kudzai Majoko, par Nancy Likiripa (2026)*